

**Iran - Etats-Unis - Entretien de M.
Bruno Le Maire, ministre de
l'économie et des finances, avec
"Europe 1"**

(Paris, 11 mai 2018)

Q - Merci d'être avec nous ce matin en direct sur Europe 1. Quelle réplique possible face aux injonctions de Donald Trump ?

R - La réplique c'est celle qu'a définie le président de la République hier, c'est la souveraineté économique européenne, il est temps que l'Europe passe des paroles aux actes en matière de souveraineté économique, il est temps qu'elle se dote des mêmes instruments que ceux dont disposent les Etats-Unis pour défendre ses intérêts économiques, et nous travaillons aujourd'hui sur trois propositions très concrètes pour affirmer la souveraineté économique européenne face aux sanctions extraterritoriales américaines : la première réponse, c'est le règlement de 1996 qui est un règlement européen qui permet de condamner les sanctions extraterritoriales, nous souhaitons renforcer ce règlement et nous souhaitons y inclure les dernières décisions qui ont été prises par les Etats-Unis ; la deuxième piste de travail, c'est celle de l'indépendance financière européenne, comment fait-on pour doter l'Europe d'instruments financiers qui lui permettent d'être indépendante par rapport aux Etats-Unis ? Et puis la troisième piste, c'est de regarder si nous ne pouvons pas faire au niveau européen ce qui existe aux Etats-Unis, il y a un bureau de contrôle des actifs étrangers qui permet au ministre des Finances américain - le secrétaire au Trésor - de suivre les activités des entreprises étrangères qui ne respecteraient pas les décisions américaines et de les condamner et les poursuivre, pourquoi est-ce que nous ne doterions pas en Europe du même type de bureau européen qui serait capable de regarder les activités des entreprises étrangères et de vérifier qu'elles respectent les décisions européennes ?

Q - On va prendre un cas concret, ce que vous expliquez ce matin ce sont des mesures qui vont peut-être prendre du temps à venir, on va voir pourquoi...

R - Celles-là prendront du temps...

Q - Ça va prendre du temps mais on va prendre un cas concret.

R - Mais je pense que c'est très important de regarder sur le temps long ce que nous voulons faire, nous sommes à un moment de vérité pour l'Europe, le président de la République l'a dit très clairement hier.

Q - Mais sur le court terme, on va prendre un exemple, imaginez une entreprise européenne - AIRBUS, PEUGEOT - entreprise présente en Iran qui se retrouve à devoir payer dans les mois qui viennent 10 milliards d'euros d'amende aux Etats-Unis, qu'est-ce que l'on fait, que font ces entreprises ?

R - Sur le court terme j'ai évidemment appelé mon homologue américain il y a deux jours et je lui ai dit à quel point cette décision était contraire à ce que nous voulions construire avec nos alliés Américains et je lui ai demandé, soit des exemptions pour un certain nombre d'entreprises, soit des délais d'application plus longues - donc nous sommes en contact très régulier avec Steven MNUCHIN qui est secrétaire au Trésor américain - pour qu'il réponde à ces inquiétudes européennes et à ces inquiétudes françaises, nous avons effectivement des entreprises comme TOTAL, comme RENAULT, comme PEUGEOT, comme SANOFI, comme DANONE qui sont implantées en Iran, nous avons repris position en Iran et nous voulons défendre nos intérêts économiques.

Q - Mais quand vous demandez les exemptions, que vous répond votre collègue américain ?

R - Nous verrons quelle sera la réponse, nous en tirerons là aussi les conclusions, je ne me fais pas trop d'illusion sur ce que seront les réponses américaines. Donc, ça veut dire qu'au-delà des discussions que nous avons tous, tous nos amis Européens, tous nos alliés Européens nous discutons évidemment collectivement avec les Etats-Unis pour obtenir de la part des Américains des règles qui soient différentes, mais il faut que de notre côté nous travaillions entre Européens à la défense de notre souveraineté économique. Par ailleurs avec Jean-Yves LE DRIAN nous recevrons toutes ces entreprises mardi prochain pour discuter avec elles de leurs attentes et de ce que nous pouvons faire pour les aider.

Q - Vous parliez d'extraterritorialité, on va expliquer le principe, c'est-à-dire qu'aujourd'hui par exemple la justice américaine considère qu'elle peut poursuivre n'importe quelle entreprise qui violerait la loi américaine - même en dehors du sol américain - ce que vous dites ce matin c'est que ce sera oeil pour oeil, dent pour dent, l'Europe doit faire la même chose ?

R - L'Europe doit se doter d'éléments qui lui permettent de défendre ses intérêts économiques. Qu'est-ce que nous voulons être ? Nous voulons être des vassaux qui obéissent le doigt sur la couture du pantalon à des décisions prises par les Etats-Unis d'Amérique ? Nous voulons que les Etats-Unis soient le gendarme économique de la planète ? Ou nous voulons, nous Européens, dire : "voilà nous avons nos intérêts économiques, nous estimons que nous voulons continuer à faire du commerce avec l'Iran dans le cadre d'un accord stratégique qui a été conclu et du renoncement de l'Iran à l'arme nucléaire, nous estimons que c'est la voie juste, et, donc, nous continuons à faire le commerce avec l'Iran". C'est ça la question de principe qui est posée et je pense qu'il est temps aujourd'hui que tous les Etats européens ouvrent les yeux. Quand j'entends madame MERKEL dire hier, à l'occasion de la remise du Prix Charlemagne à Emmanuel MACRON : "qu'on ne peut plus compter sur les Etats-Unis pour nous défendre", ça veut dire aussi pour nous défendre commercialement, donc à nous d'en tirer toutes les conclusions.

Q - Vous dites vous-même ce matin que l'Europe doit être unie, or justement hier en Allemagne on a senti qu'Emmanuel MACRON - en tout cas c'est ce qui fait les titres ce matin - Emmanuel MACRON d'une certaine manière faisait la leçon à Angela MERKEL et lui disait : "il faut qu'on aille plus loin dans la construction européenne, plus loin dans l'intégration européenne et notamment avoir un budget européen, est-ce que vous sentez que sur ce cas-là, sur le cas iranien, on va dire irano-américain, il peut y avoir une vraie coopération européenne ?

R - J'espère qu'il y aura une prise de conscience. Nous allons, avec le président de la République, avec Jean-Yves LE DRIAN, nous battre pour avancer dans cette direction de la souveraineté économique européenne et j'espère que tous nos partenaires européens prendront conscience de la gravité de ce qui se passe - je reçois dans quelques instants mon homologue néerlandais ça va évidemment être notre premier sujet de discussion, fin mai je réunirai le ministre des Finances britannique, le ministre des Finances allemand et à trois nous allons regarder ce que nous pouvons faire justement en réponse à cette décision américaine sur l'extraterritorialité - mais il y a urgence désormais à passer des paroles aux actes. (...) ./.